



La CGT et la FSU ont tenu à porter la colère des PLP aux concertations avant de quitter la séance.

Trois jours après une mobilisation historique dans les lycées professionnels où les personnels ont exprimé leur opposition forte au projet de réforme, le ministère a maintenu les concertations ce vendredi 21 octobre pour élaborer des pistes de mise en œuvre.

La CGT Éduc'action et le SNUEP-FSU y sont restés dix minutes pour redire la colère des personnels de lycées professionnels et ont quitté la salle. Elles ont relu la lettre ouverte envoyée au ministre qui, à ce jour, est restée lettre morte. Au final, les organisations syndicales qui refusent de négocier, dans le cadre imposé, représentent plus de 70 % des collègues.

La ministre a assuré devant une assemblée très attentive qu'aucune suppression de postes ne serait envisagée ! Qui peut croire cette parole ? Pour rappel, le même argument avait été avancé par le ministre Blanquer avec comme résultat la suppression de 1500 postes sur le quinquennat. Par ailleurs, la ministre a confirmé vouloir renforcer le développement de l'apprentissage et la mixité des publics.

Cette réforme est imposée de manière autoritaire et pyramidale sans qu'un diagnostic rigoureux sur les difficultés des élèves et des personnels n'ait été discuté. Ce qui, pour les organisations syndicales qui refusent de participer aux concertations de ce jour, est inacceptable. Nous ne saurions considérer que la seule et l'unique heure allouée aujourd'hui pour un prétendu bilan de la Transformation de la voie professionnelle peut être considérée comme sérieux. Nous exigeons du ministère de l'Éducation nationale le retrait de son projet de réforme et qu'il organise au plus vite de véritables groupes de travail en présence des syndicats des lycées professionnels, des organisations de parents d'élèves et de jeunesse.

Dans ce contexte et plus que jamais, nous rappelons notre soutien aux actions des personnels qui luttent contre les fermetures brutales de leurs lycées professionnels. La rentrée des congés scolaires sera l'occasion de multiplier les initiatives locales pour amplifier la mobilisation et réussir la journée de grève du 17 novembre.

Paris, le 21 octobre 2022